

Opportunités minières et communautés locales face aux opportunités : Le Ministère des Mines en débat

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 01 SEPTEMBRE 2021

924

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Boubeye en prison

Opération mains propres ou règlement de comptes ?

L'inculpation pour « faux en écriture, usage de faux et falsification de documents, atteinte aux biens publics par détournements, sollicitations qui tendent à la corruption, d'abus d'influence réelle ou supposée en vue d'obtenir des avantages et montages pour percevoir des avantages indus dans l'exercice de ses fonctions » de Soumeylou Boubeye Maiga suivi de son placement de détention provisoire a soulevé une polémique suscitée et entretenue le plus souvent par des partisans et par d'autres délinquants à col ou boubou blanc au service desquels se trouvent certains « faiseurs d'opinion ». ...



L'intelligence artificielle au Mali : Rattraper le train de la modernité



Décentral. et genre : Pour l'accès des femmes aux ressources et aux moyens de production



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

31 août
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1116

Nouveaux cas confirmés

16

Nouveaux guéris

05

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

27 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
08 cas graves en soins intensifs
105 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

14 889

Guéris

14 104

Décès

539

dont 249 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.15



P.20



/ Une /

Boubeye en prison : Opération mains propres ou règlement de comptes ?

P.4

/ Brèves /

Lutte contre la corruption : Certains opérateurs économiques des régimes ADEMA seront entendus

P.11

Lutte contre la corruption et la délinquance financière au Mali : Au moins 25 personnes dont 19 placées sous mandat de dépôt et 6 autres sous contrôle judiciaire

P.11

Corrections du DEF : Le ministre de l'Education Nationale visite le Pôle de l'Académie de Bamako Rive-droite

P.11

Attaques de Ouatagouna : IR GANDA solidaire avec les victimes

P.12

Barkhane : Une Task force pour lutter contre la menace EEI

P.12

Diplomatie : Fin de mission pour l'Ambassadeur de la Tunisie au Mali

P.13

Orange money : « Nous ne serons pas en grève le 31 août » annoncent les distributeurs

P.13

/ Actualité /

Opportunités minières et communautés locales face aux opportunités : Le Ministère des Mines en débat

P.15

Nord et centre du Mali : Un génocide en préparation contre les populations

P.16

L'intelligence artificielle au Mali : Rattraper le train de la modernité

P.17

/ Politique /

Décentralisation et genre : Pour l'accès des femmes aux ressources et aux moyens de production

P.18

Réforme du Secteur de la Sécurité : Le nouveau Commissaire appelle à mettre le Mali au-dessus de tout

P.19

Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga : « Il y a une amorce de retour de l'Etat, notamment à Kidal »

P.20

Refondation de l'Etat : L'intelligence artificielle, un atout inépuisable

P.22

/ Culture & société /

ART : Le marionnettiste Yaya Coulibaly reçoit le trophée de la résistance

P.23

/ International /

États-Unis : Joe Biden face à l'échec afghan

P.24

Sénégal : Le coût des produits de première nécessité au centre des discussions

P.25

/ Sport /

Compétitions africaines des clubs : Le Stade Modibo Keïta opérationnel

P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Boubeye en prison

Opération mains propres ou règlement de comptes ?

L'inculpation pour « faux en écriture, usage de faux et falsification de documents, atteinte aux biens publics par détournements, sollicitations qui tendent à la corruption, d'abus d'influence réelle ou supposée en vue d'obtenir des avantages et montages pour percevoir des avantages indus dans l'exercice de ses fonctions » de Soumeylou Boubeye Maiga suivi de son placement de détention provisoire a soulevé une polémique suscitée

et entretenue le plus souvent par des partisans et par d'autres délinquants à col ou bou-bou blanc au service desquels se trouvent certains « faiseurs d'opinion ». Ces polémiques factices sont donc logiques et étaient attendues.

Au-delà des invectives non dénuées d'intérêt et de non-dits, le cas Boubeye signe-t-il le début de la fin de l'impunité au Mali ou au contraire l'instrumentalisation de la justice ? Il est d'abord à signaler que les faits reprochés

à Soumeylou Boubeye Maiga ne remontent pas à la Transition en cours et n'ont pas été révélés par celle-ci. Ce qui lui est reproché est mentionné dans un rapport du Bureau du Vérificateur Général qui remonte aux années de sa toute-puissance, ou il régnait sur le Mali aux côtés de Ibrahim Boubacar Keita, président à l'époque des faits. Prenant l'affaire très au sérieux, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale avaient pris leurs distances avec le Mali et même pris des sanctions contre notre pays. IBK, contraint et forcé avait fini par démettre certains de ses ministres et proches impliqués dans les malversations dénoncées. Il est difficile, dans ces conditions d'accuser qui que ce soit de règlement de compte politique. Ne faut-il au contraire parler d'étouffement d'un scandale au sommet de l'Etat ?

Par ailleurs, on peut se demander pourquoi la Transition s'acharnerait sur celui qui se présentait lui-même comme son plus fidèle et



loyal défenseur et soutien et qui proclamait, urbi et orbi, être l'auteur de l'architecture institutionnelle de la Transition. Ce qui présuppose qu'il avait l'oreille de la junte. On doit donc considérer dans ce cas que c'est contraint et forcé, sous le poids d'une soif de justice des maliens, que les autorités judi-

ciaires se sont assumées. Quel crédit aurait eu le slogan sur la fin de l'impunité au Mali si le dossier de détournements de fonds alloués à l'achat d'un avion présidentiel et d'équipements militaires qu'avait envoyé le défunt chef de file de l'opposition nationale à l'Assemblée nationale de IBK devait rester dans les tiroirs?

Faut-il considérer sur un autre point, que la seule candidature à l'élection présidentielle vaut immunité et confère impunité ? Il convient à cet égard d'inverser le paradigme et de conseiller à tous ceux qui traînent des casseroles, qui ont les mains sales ou le pantalon troué de ne pas se présenter aux élections qui, en aucun cas, ne sauraient servir d'outil de blanchiment ou de recyclage pour qui que ce soit. Ce conseil s'adresse à bien d'autres que Soumeylou Boubeye Maiga.

Certains soutiens du nouveau locataire de Bamako-Coura évoque un candidat sérieux qu'il faut écarter coûte que coûte de la compétition présidentielle. Au-delà de SBM, il est bon de savoir que les postes nominatifs ne font jamais de quelqu'un un poids lourd politique. Certes Boubeye a été ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense nationale, Directeur Général de la Sécurité d'Etat et Secrétaire Général de la Présidence de la République. Mais de toute sa vie, il n'a jamais récolté une seule voix et ce, pour une raison très simple : il n'a jamais été candidat au moindre poste de conseiller municipal ou de député. Sur quels critères se fondent-on donc pour déterminer son poids politique. Il s'y ajoute que son parti, l'ASMA n'a jamais pu faire élire plus de trois députés à l'Assemblée nationale.

Il faut donc sortir des clichés et regarder les choses en face et ce faisant, s'interroger en son âme et conscience sur les chèques de 700.000.000 émis par la société Guo Star au profit du beau-frère de la co-inculpée de Boubeye Maiga, à savoir l'ex-ministre Bouaré Fily Sissoko. Serait-ce juste de la philanthropie ?





La corruption est clairement établie et il faut en tirer toutes les conséquences et remettre le peuple malien dans ses droits.

L'autre polémique, suscitée par le magistrat Chérif Koné disculpe-t-il les accusés ? Il faut à cet égard savoir à cet égard que ce magistrat, dans sa déclaration s'est exprimé au nom de syndicats de procureurs qu'il dirige et en aucun cas en sa qualité d'Avocat Général de la Cour suprême. D'ailleurs, si l'avis de syndicats devait faire foi en matière judiciaire, les deux plus importants syndicats ont également donné leur avis qui prend le contre-pied total de celui de M. Koné. Cette confrontation syndicale alimente le débat mais elle ne saurait faire droit.

Les maliens ont soif de justice et la justice va au-delà d'un emprisonnement. Les droits des personnes accusées et emprisonnées ont-ils été respectés ? Une juridiction autre que la Haute Cour de Justice pouvait-elle juger Boubeye surtout en période de Transition ? Beaucoup d'encre et de salive ont coulé sur ce point. Il reste cependant deux points extrêmement simples à examiner.

Le premier sont les précédents que constituent les procès de Oumar Ibrahim Touré arrêté, embastillé puis jugé par la Cour d'Assises

de Bamako de Bamako. Peu de voix s'était élevée à l'époque pour contester la compétence de la Cour d'Assises pour des faits commis strictement dans l'exercice de ses fonctions de ministre. Oumar Ibrahim Touré était lui-aussi chef de parti qui ambitionnait de se présenter à l'élection présidentielle.

Plus récemment le général Yamoussa Camara ministre de la Défense, comme Soumeylou Boubeye Maiga, a comparu devant la Cour d'Assises. Les protestataires d'aujourd'hui n'ont pas élevé de protestation contre la saisine de la Cour d'Appel. Pourquoi le font-ils aujourd'hui ? Les maliens n'ont pas les mêmes

droits à la justice ?

En second lieu, il est risible d'entendre dire que ce type de procès ne doit pas être engagé pendant une transition. Ah bon ! Ainsi donc la Transition peut organiser l'élection du nouveau président de la République du Mali mais ne peut pas laisser la justice effectuer son travail contre d'éventuels corrompus.

Et les voleurs de poulets dans ces conditions ? Autant les laisser faire sous la Transition.

■ **Moctar Sow**

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

■ Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

AUDIENCE DU PRÉSIDENT DU CSDM
Mardi 31 Août 2021

Le Président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM), M. Mohamed Chérif HAIDARA a reçu en audience les membres du Parti Malidenw Hakilina (PMH) à son siège au quartier 300 logements de Bamako.

A cet effet, M. Président Yéhia Adama MAÏGA, Président du PMH, était accompagné de Mme Keita, Cheick Abdoul Diamandé, Thierno Abdoul Aziz Ly et Sidiya Ly, entre autres.

Selon le Président du PMH, le parti a été créé il y a un an dans le but de se dévouer pour la diaspora malienne.

C'est pour cette raison que le parti a jugé opportun de rencontrer le Président du CSDM pour échanger et comprendre le mode de fonctionnement et le financement du Csdm.

A la fin de l'audience, le CSDM et le PMH ont décidé de mettre un cadre de concertation bilatérale pour le meilleur devenir de la diaspora malienne.

Le Bureau Exécutif du CSDM



■ Primature du Mali



Le monde de la culture s'engage pour la réussite de la Transition

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, a reçu, ce mardi après-midi, une délégation des acteurs du monde de la culture conduite par M. Mamoutou Keita.

Au menu des échanges les priorités de la Transition que sont la sécurisation du territoire, les réformes politiques et institutionnelles, l'organisation des élections générales et l'apaisement du climat social. Le Chef du Gouvernement a annoncé à ses hôtes la tenue dans les prochaines semaines des Assises Nationales de la Refondation et leur a demandé de peser de tout leur poids au cours de ces assises. Le Premier ministre a rappelé l'importance de la culture pour notre pays.

« À travers la culture, nous devons nous retrouver et demeurer unis

» a conclu M.Maïga

Les acteurs de la culture se sont dits prêts à jouer leur partition pour la réussite des assises et de la Transition.

CCRP/Primature



■ Vive Les Eagles du Mali



Madina Cissé @dinacisse_12 une basketteuse malienne qui évolue à C.B.D.M de SIRAKORO à Bamako. Elle mesure 1m90 et elle joue au poste de pivot.

Elle représente le Mali au programme de la @nbaacademy.
#Source:BballMali



■ Mossa Ag Attaher



#ÉLIMINATOIRES_COUPE_MONDE

Après une escale à l'aéroport de Casablanca, nous sommes bien arrivés à Agadir.

Nous avons été reçu par son excellence Mohamed Mahmoud Ben Labat, ambassadeur du Mali auprès du Royaume du Maroc et ses

proches collaborateurs.
Ce soir Dîner avec nos valeureux Aigles du Mali !
Allez les Aigles



■ Daouda Bakary Kone



L'ancien aéroport de Markala à été morcelé et vendu aux particuliers. Comment, on peut perdre un lieu stratégique pareil. Le Mali reste un cas.

■ RFI Afrique



Au Mali, l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga et l'ancienne ministre de l'Économie Bouaré Fily Sissoko ont été incarcérés jeudi dans l'affaire de l'avion présidentiel acheté durant la présidence d'IBK. Mais la prise en main de l'affaire par la Cour suprême, en lieu et place de la Haute cour de justice, seule compétente en théorie pour juger les ministres, divise.



■ Radio Guintan



Centre du pays: Dana Ambassagou s'allie avec les chasseurs Niono, Dogofry et Djenné.
Les résolutions de la rencontre de Bandiagara .
Regroupant les cercles de Bandiagara Bankass Douentza et Koro.
Côté chasseur : Niono, Dogofri Djenne.

Les Résolutions :

- Création des camps militaires dans les 4 cercles
- Faire des patrouilles dans les zones des Djihadistes
- Collaborez avec Dana dans la sécurisation
- Création postes de contrôle sur les routes
- Retour de l'administration des zones abandonnés par l'état
- Réouverture des écoles et aires de santé
- Mise en place d'une commission de suivi pour cette rencontre
- Former une délégation composée de 4 cercles pour rencontrer les autorités de la transition pour faire des plaidoyer sur la sécurité et paix
- Accélérer le DDR
- Intégrer les Dana dans les FDS
- Ouvrir un dialogue franc pour le prosscus de la paix avec les vrais acteurs
- Désarmer tous les détenteurs d'armes pour pour enfin faire un accord avec les acteurs
- libération de tous les chasseurs emprisonnés
- facilitation de retour des déplacés
- accompagner des populations avec des vivres et non vivres
- Reconstruire des villages détruits
- Union sacré entre les fils du même terroir.



■ Collectif pour la Défense de la République C D R

Adama Dit Boby Diallo • Pro Ras Bath

Propos du journaliste Abdoul Niang tenus ce matin devant certains de ses visiteurs à la maison d'arrêt:



"Je rends grâce à l'omnipotent et l'omniscient toujours. Je n'accuse personne et je n'en veux à personne. Je vous conseille de vous comporter de même. Je sais ce que j'ai dit. Et tout ce que j'ai dit dans cette affaire restera dit. Donc il n'y a aucune raison de perdre la raison. Je ne suis pas ce journaliste qui parle ou affirme sans preuve. Demeurons humbles et courtois à l'égard de la justice. Je ne suis qu'un simple citoyen justiciable comme tout le monde. J'ai entendu tous les commentaires biveillants comme diffamatoires. Endurez juste pour un moment. Car rien ne résistera à la vérité qui va éclater sous peu. Certains disent que " L'inimitié succède à l'amitié trahie", moi je

vous conseille de prendre comme crédo le principe suivant: "Il n'y a pas d'ancien ami !"
 Nous ne cederons néanmoins à aucune forme d'intimidation ni de chantage.
 Merci à tous pour le soutien ! Je suis très fier de vous....."
 Par Mamoutou Coulibaly



■ Wassim Nasr



Alors cette histoire de « la majorité des combattants de l’#EI en #Afghanistan sont des arabes expérimentés en #Irak #Syrie & que les millions du groupe ont été transférés depuis le Levant » ... je ne sais pas d’où ça sort. Mais bon...

■ Sympathisants Cdr Ras Bath



Souleymane Bertinho • SIKA INFOS
 TENSIONS ENTRE CHASSEURS ET PRÉSUMÉS
 JIHADISTES AU CENTRE DU MALI

La tension ne retombe pas dans la zone de Macina, région de Ségou. Un chasseur donso a été tué et plusieurs autres blessés suite à un affrontement avec des groupes jihadistes dimanche 29 août. L'information est rapportée par un responsable de la milice de chasseurs présente dans la zone. Pendant ce temps, des localités restent toujours assiégées par des présumés terroristes, empêchant les populations de faire les travaux champêtres.



■ FIGARO DU MALI



"Mouvement Benkan" La conquête des citoyens se poursuit.

La Jeunesse du Mandé s'est engagé avec Ousmane DIARRA dans le BENKAN-LE PACTE CITOYEN. Celui qui est le Président de la Jeunesse du Mouvement BENKAN, Ousmane DIARRA et sa délégation, se sont rendus la semaine dernière à Kangaba pour la validation du Bureau de la jeunesse du cercle de Kangaba. Une forte mobilisation a été réservée par les chefs coutumiers et les jeunes représentants des Neuf communes du cercle de Kangaba à la délégation de GOUSNO. Après plusieurs heures d'échange, la jeunesse Benkan du Mandé a rassuré à la délégation une implication et démonstration au mouvement BENKAN partout dans le Mandé.



■ Seidina Oumar Maiga



Seidina Oumar Maiga est avec Néné Diallo et Ibrahim Ikassa Maiga à Ministère des Réformes

Institutionnelles- des Relations avec Société Civile.

« Je n'écris point, pour censurer ce qui est établi dans quelque pays que ce soit ; chaque nation trouvera ici les raisons de ses maximes. Si je pouvais faire en sorte que tout le monde ait de nouvelles raisons pour aimer ses devoirs, son prince, sa patrie, ses lois ; qu'on put mieux sentir son bonheur dans chaque pays ; dans chaque gouvernement, dans chaque poste ou l'on se trouve, je me croirais le plus heureux des mortels.»

(Montesquieu, L'Esprit des lois).

#REFONDATION_DE_LHOMME

#REFONDATION_DE_LETAT

#NTM_EN_MARCHE

Ensemble Osons.

Seidina oumar MAIGA



■ Agence France-Presse



L'ancien Premier ministre français Manuel Valls a mis fin à sa carrière politique en Espagne en quittant le conseil municipal de Barcelone. Il va faire son retour en France où il va devenir chroniqueur dans des émissions de RMC et de BFMTV #AFP



■ Ashley Leïla MAIGA



Depuis que la justice a commencé à attrapé les anciens Premiers ministres au #Mali, certains ont rangé au tiroir leur titre d'ex-PM et ont dépoussiéré celui d'acteur politique.



Lutte contre la corruption : Certains opérateurs économiques des régimes ADEMA seront entendus



La ruche ADEMA a vu le jour en 1990 et sa reine a pris le pouvoir en 1990-2002, or la durée de la vie de la reine abeille ne dépasse pas cinq ans. Celle de l'Adema a vécu dix ans. Après cette date, elle a transmis ses pouvoirs à des ouvrières et à des faux bourdons. La reine abeille effigie du plus grand politique à plus humanitaire et sociale que politique, sa générosité sa propension pour le pillage des ressources, du patrimoine national fut sans appel, une pratique jamais égalée au Mali. Rien n'a été épargné, foncier, bâtiment de l'État, fonds publics, véhicules, etc. Tous les biens du pays étaient sous leur contrôle, c'est ainsi que les barons du puissant Adema Pasj et ses ouvrières ont manœuvré le Mali. Il y a environ sept opérateurs économiques qui servent de couverture aux démocrates voleurs. Bientôt, ils seront entendus par la justice.

Source : INTER DE BAMAKO

Corrections du DEF : Le ministre de l'Éducation Nationale visite le Pôle de l'Académie de Bamako Rive-droite



Dans le cadre de la supervision des activités des pôles de corrections, Madame le ministre de l'Éducation Nationale, Sidibé Dédéou Ousmane, accompagnée de certains collaborateurs, a effectué une visite au Pôle de correction du DEF de l'Académie de Bamako Rive-droite, le lundi 30 août 2021.

Le ministre et ses collaborateurs ont été accueillis par la DAE, les DCAP et Chef de Division examens et concours. Après l'accueil empreint de chaleur, le ministre a visité les salles réservées aux travaux. Dans toutes les salles visitées, c'est le calme, la sérénité et la détermination qui prévalaient. Au cours des échanges avec les membres du secrétariat, Madame le ministre a mis l'accent sur :

Lutte contre la corruption et la délinquance financière au Mali : Au moins 25 personnes dont 19 placées sous mandat de dépôt et 6 autres sous contrôle judiciaire



Communiqué de Presse N°010/AMDH/2021 relatif à la lutte contre la corruption et la délinquance financière au Mali

Bamako : Le 27 Août 2021, l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) prend acte des actions judiciaires en cours en faveur de la lutte contre l'impunité liée à la corruption et la délinquance financière, lesquelles constituent des obstacles à la réalisation par l'État et la jouissance par les citoyen(ne)s de certains droits élémentaires garantis par les normes nationales et internationales.

Le 26 Aout 2021, la Cour Suprême du Mali a placé sous mandat de dépôt monsieur Soumeylou Boubeye MAIGA, ancien ministre de la Défense et des Anciens Combattants, et Mme BOUARE Fily SISSOKO, ancienne ministre de l'Economie et des Finances, tous auteurs présumés de corruption et de détournements de deniers publics.

Courant 2019, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune 3 de Bamako et celui de Kayes avaient inculqué au moins 25 personnes dont 19 placées sous mandat de dépôt et 6 autres sous contrôle judiciaire pour les charges relatives entre autres au «détournement présumé des ristournes», «d'atteinte aux biens publics», «usage de faux», «favoritisme», «détournement» et «complicité de détournement». Le montant total incriminé dans ces différentes affaires s'élevait à au moins 11 milliards de franc CFA. Rappelant les liens fusionnels entre la bonne gouvernance et la jouissance effective des droits humains, l'AMDH encourage les autorités judiciaires à respecter les droits élémentaires des auteurs présumés et le droit de toutes les parties au procès équitable. L'AMDH reste mobilisée et vigilante pour suivre l'évolution de ces affaires.

Fait à Bamako, le 27 Aout 2021

Me Moctar MARIKO

Président AMDH

Source : Le Républicain

– La loyauté, la vigilance, la probité et le sacrifice, qualités exigées d'un cadre au service de la nation ;

– L'importance et la délicatesse de chacune des phases du secrétariat. Elle a enfin félicité et remercié les uns et les autres pour leur engagement sans faille dans l'exécution des tâches qui leur sont dévolues.

Source : CELLULE DE COM MEN

Attaques de Ouatagouna : IR GANDA solidaire avec les victimes



Environ 14,8 millions de FCFA, c'est la somme mobilisée par les ressortissants du Cercle d'Ansongo pour venir en aide aux malades et aux familles victimes des attaques perpétrées contre les populations de Ouatagouna (Cercle d'Ansongo), le 08 août dernier.

L'information a été donnée, dimanche dernier, à la faveur d'une réunion organisée par la Coordination de l'Association des communautés de culture songhay en mouvement (IR Ganda) du Cercle d'Ansongo. La rencontre, qui s'est tenue au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba, était dirigée par le président d'IR Ganda, Ousmane Issoufi Maïga, ancien chef du gouvernement. L'objectif de la rencontre était de rassembler tous les ressortissants du Cercle d'Ansongo, afin de partager avec eux la situation sécuritaire qui prévaut dans le cercle et singulièrement du drame qui est survenu dans l'Arrondissement de Ouatagouna. Pour rappel, ces attaques avaient coûté la vie à une quarantaine de personnes et ont fait plusieurs blessés.

Aussitôt, le gouvernement a envoyé sur place une délégation pour présenter ses condoléances et apporter un appui aux populations. «Nous avons estimé aussi qu'en tant que ressortissants de ce cercle de nous retrouver pour apporter également notre contribution pour aider les parents des victimes et trouver une solution pour les blessés», a déclaré l'ancien Premier ministre. Abordant la problématique de l'insécurité, Ousmane Issoufi Maïga dira qu'il est important que les populations elles-mêmes s'organisent pour mettre les comités de veille dans leurs villages afin d'aider à se faire aider. Parce que, ajoutera-t-il, l'État seul ne pourra jamais lutter contre l'insécurité. «Il faudrait que nous nous mobilisions autour de nos Forces de défense et de sécurité par des actions citoyennes pour pouvoir bouter hors de nos frontières cette pandémie qu'on appelle insécurité», a-t-il exhorté.

Moïse DEMBÉLÉ / Source : L'ESSOR

Barkhane : Une Task force pour lutter contre la menace EEI

Les Groupes armés terroristes (GAT) multiplient l'emploi d'engins explosifs improvisés (EEI ou IED improvised explosive device) contre la Force Barkhane et les Forces partenaires. Face à ce mode d'action, l'enjeu est de tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité des opérations et des convois.

Avec la création de la Task Force contre-IED (C-IED), les spécialistes du génie se rassemblent au sein d'une même entité dotée de moyens de commandement et de contrôle propres. Opérationnelle depuis le mois d'avril 2021, son objectif est de coordonner l'action C-IED dans la Bande sahélo-saharienne, non seulement en interne pour la Force Barkhane mais également avec l'ensemble des partenaires de la Task Force TAKUBA, des FAMa et de la MINUSMA.

La Task Force (TF) C-IED aura bientôt achevé sa montée en puissance. Ceci s'est traduit par la création d'un centre de commandement des opérations à Gao et par l'ajout d'une composante renseignement. L'intégration de deux analystes au sein de la TF est un véritable atout pour la Force Barkhane. Cette synergie nouvelle entre le génie et les renseignements est capitale dans la lutte contre les GAT et permet de s'imposer simultanément sur trois fronts : attaquer les réseaux ennemis, détecter et neutraliser les pièges sur le terrain et entraîner la Force Barkhane et ses partenaires.

La TF C-IED permet de fédérer les multiples acteurs du domaine et d'appuyer le plus efficacement possible les unités déployées. Elle coordonne toute une chaîne de spécialistes pour enquêter sur les poseurs d'EEI, de la récolte des indices sur le terrain, à l'analyse scientifique dans les laboratoires. Un logiciel spécialisé conçu par le Pôle interarmées MUNEX (PIAM) permet le croisement et l'exploitation des informations compilées au cours des mois et des années passées. Les experts du renseignement peuvent alors délivrer une analyse personnalisée aux groupements tactiques déserts. Ces informations alimentent la réflexion des chefs tactiques pour anticiper et contrer les actions des GAT.

Alors que la coopération interalliée s'intensifie, la Task Force C-IED, acteur central de la lutte contre la menace EEI, s'impose naturellement comme le point de contact privilégié des Forces partenaires et multiplie les initiatives avec l'ensemble des alliés.

Source : Barkhane

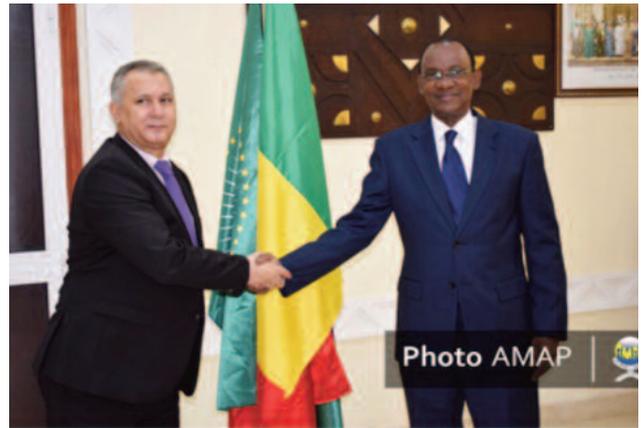


Diplomatie : Fin de mission pour l'Ambassadeur de la Tunisie au Mali

En fin de mission dans notre pays, l'Ambassadeur de la République de Tunisie, Khermais Mestiri, a été reçu, hier à la Primature, par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. Le diplomate tunisien était venu faire ses adieux au chef du gouvernement après environ cinq ans de service au Mali.

Au terme des échanges, l'Ambassadeur de la Tunisie a confié que la rencontre a permis de passer en revue l'état des lieux de la coopération Tuniso-malienne dans les différents domaines. Par ailleurs, Khermais Mestiri a estimé que notre pays, comme par le passé, pourrait grâce à ses fils surmonter cette période de Transition.

Parlant des perspectives, le diplomate tunisien a affirmé qu'il y a de fortes possibilités de relancer la coopération entre nos deux pays. « Je pars avec une part du Mali en moi. J'ai passé un bon séjour dans votre



beau pays, terre d'accueil et d'hospitalité légendaire...», a commenté KhermaisMestiri.

Bembablin DOUMBIA / Source : L'ESSOR

Orange money : « Nous ne serons pas en grève le 31 août » annoncent les distributeurs

Lors d'un point de presse ce lundi 30 août 2021, un collectif de distributeurs d'Orange money a fait savoir à l'opinion publique que leurs agences ne seront pas en grève ce mardi. « À l'endroit de nos collaborateurs qui sont dans les kiosques, les boutiques et consorts, et à toute la population malienne, nous tenons à préciser que nous ne sommes pas concernés par la grève annoncée par certains de nos collaborateurs demain. En l'occurrence, tous nos points de vente seront ouverts de Kayes à Kidal, du matin au soir », rassure Mohamed Keïta, partenaire et distributeur du Groupe Général Training (GGT), entouré

d'une dizaine de ces collaborateurs grossistes.

Cette adresse à la presse vient suite à la déclaration des revendeurs du service Orange money d'aller en grève du 31 au 3 septembre. Selon, Mamadou S Diallo, gréviste revendeur au quartier Sirakoro Meguetana, ses collègues et lui entament la grève de ce 31 août à cause du taux élevé du prix des frais de transfert d'Orange au Mali contrairement à la sous-région et à cause de la baisse de leurs commissions lors les transactions « sans être avisé » par l'opérateur téléphonique. « Au Sénégal par exemple, le frais de retrait de 100 000 F est à 1000 F, contrairement au Mali où le frais équivaut à 2 700 F. C'est aussi cela que nous dénonçons en plus de nos commissions qu'a réduit Orange sans nous prévenir. Avant, pour un retrait de 5000 F, on avait 49 F de commission, à présent c'est à 39 F », regrette M. Diallo.

Aly Asmane Ascofaré / Source : Journal du Mali





Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Opportunités minières et communautés locales face aux opportunités : Le Ministère des Mines en débat



Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, M. Lamine Seydou Traoré, a présidé, lundi, dans la salle du CNPM, la cérémonie d'ouverture de l'atelier de réflexion sur les opportunités de l'activité minière au profit des communautés locales. La session regroupait les maires des communes des zones minières, les présidents de conseils de Régions et de Cercles, les représentants d'ONG, des services techniques de l'Etat ainsi que des partenaires techniques et financiers. L'objectif recherché est d'amener les acteurs du secteur minier, notamment les collectivités, à mener une réflexion sur l'amélioration de la gouvernance du processus de planification communale en vue d'une meilleure utilisation des revenus miniers. Occasion en plus de sensibiliser les élus sur l'importance de la planification des revenus miniers dans les PDESC ; de partager les informations sur les opportunités d'affaires liées à l'activité minière ; ou encore d'aider à mettre en œuvre un mécanisme de planification et de financement du développement communautaire.

Est-il besoin de le rappeler, le Mali est un pays riche en ressources naturelles et se classe parmi les 5 premiers producteurs d'or en Afrique. Le secteur minier contribue significativement aux Objectifs de Développement Durable et constitue un domaine prioritaire

d'appui politique de la part du gouvernement. Les recettes du secteur minier représentent 10% du PIB, 40% des recettes fiscales, et plus de 70 % des recettes d'exportation.

Malgré ce potentiel important, la performance du secteur minier est inférieure aux attentes. Cette situation s'explique par la faible diversification de la production de minéraux, la faible transparence des revenus miniers et la gouvernance, le faible niveau d'intégration de l'activité minière à l'économie locale en termes de création d'emploi, de promotion de la sous-traitance et de la fourniture locales.

A cela s'ajoute le fait que le secteur de l'exploitation minière artisanale reste non organisé et peu encadré avec pour conséquence une dégradation considérable de l'environnement. Pour corriger cette lacune, l'Etat du Mali a obtenu le soutien financier de l'Association Internationale de Développement du Groupe de la Banque Mondiale pour mettre en œuvre, en 2019, le Projet de Gouvernance du Secteur des Mines (PGSM) sur une période de 5 ans afin de concrétiser de la vision des Autorités de faire du secteur des mines le moteur de développement socio-économique du pays.

Il s'agit, entre autres, à travers ce projet, d'améliorer la contribution du secteur minier aux objectifs de croissance à long terme en mettant l'accent sur la croissance et la diver-

sification de la production minière, une gouvernance améliorée et des revenus tirés de l'extraction, ainsi que le développement économique local induit par le secteur minier.

Dans la même veine, le ministre Lamine Seydou Traoré présidait l'ouverture des travaux de la session extraordinaire du Comité de pilotage de l'Initiative pour la Transparence dans l'Industrie Extractive (ITIE- Mali). Une session d'échange et de validation de documents sur les termes de références d'auto-évaluation, le budget de l'atelier d'auto-évaluation, le partage des outils de l'atelier d'auto-évaluation, la prorogation de la validation pour le Mali... mais aussi sur la mise en place d'une commission ad hoc pour superviser et accompagner les étapes de la validation.

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est une Norme mondiale qui défend l'amélioration de la transparence dans la gestion des revenus et l'obligation de redevabilité dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. La mise en œuvre de l'ITIE repose sur deux principes fondamentaux : la transparence et l'obligation de redevabilité.

La tenue de cette session extraordinaire est le signe de la volonté affichée du gouvernement de transition d'inscrire dans ses priorités la transparence et la bonne gouvernance du secteur minier malien, au regard de son importance dans l'économie nationale. Dans le cadre de la transparence, les entreprises pétrolières, gazières et minières publient des informations sur leurs activités, notamment sur les paiements qu'elles versent au gouvernement, et le gouvernement communique ces informations sur ses revenus et d'autres informations pertinentes sur l'industrie.

Ces chiffres sont rapprochés par un Conciliateur indépendant et publiés dans des rapports ITIE annuels avec d'autres informations sur la chaîne de valeur des industries extractives. Concernant l'obligation de redevabilité, un groupe multipartite composé de représentants du gouvernement, des entreprises extractives et de la société civile est mis en place pour superviser le processus, communiquer les conclusions du rapport ITIE et promouvoir l'intégration de l'ITIE dans d'autres actions plus larges en matière de transparence dans le pays.

■ Yama DIALLO

Nord et centre du Mali : Un génocide en préparation contre les populations



On est mardi aujourd'hui. À partir de ce jour jusqu'au samedi prochain, notre zone est coupée du reste pays, faute de réseau de téléphonie », s'exclamait un jeune adulte que nous avons rencontré dans un groupe de causerie. L'homme, âgé d'une quarantaine d'années révolues, est originaire du cercle de Nianfunké, dans la région de Tombouctou. Selon son témoignage, actuellement il y a des familles qui peuvent faire trois, quatre voire cinq jours sans mettre la marmite sur le feu, faute de graines et d'argent pour acheter de quoi manger. A Gao, le réseau n'est pas totalement coupé, mais il est très difficile de travailler avec. La tension est à son comble devant les établissements bancaires. Du fait de la faiblesse du réseau, les agents ont toutes les peines à travailler. Les paiements se font aux compte-gouttes. Ce qui provoque de véritables tensions sociales entre les usagers et les banquiers. Ce nouveau mode opératoire des assaillants qui écumant cette partie de notre territoire a commencé il y a environ quatre semaines, après avoir saboté les installations de téléphonie mobile des trois opérateurs, notamment celle de Sédégou, dans la région de Mopti. Qui était un point névralgique dans la déserte des villes de notre septentrion et de la région de Mopti. Après le sabotage, le gouvernement lui-même s'était employé à rétablir très rapidement la communication avec cette partie de notre ter-

ritoire. Mais, cela n'a été que d'une joie de courte durée. Car, dès le mardi qui a suivi, les populations ont de nouveau été coupées du pays. Ce, jusqu'au samedi qui a suivi. Et c'est comme cela depuis dans la région de Tombouctou et une partie de la région de Mopti. Pourquoi seulement les week-ends, parce que selon lui, dans la zone, le marché de Tonga se tient le samedi et le dimanche. A cette occasion, les forains viennent de toute la région de Tombouctou, de Mopti et même de Bamako, n'eût été la situation sécuritaire et l'état des routes (très dégradé) pour faire affaire. C'est aussi l'occasion pour les populations locales de reconstituer la provision de la semaine. Mais, à cet effet, les membres des familles installées à Bamako ou ailleurs dans le pays envoient des contributions aux familles par les services de transfert d'argent. Parce qu'actuellement, l'insécurité est telle que nul ne s'hassarde à s'éloigner du village pour quelque motif que ce soit. Sous la pression des envahisseurs, les populations ont été contraintes d'abandonner les champs. Les animaux sont laissés à eux-mêmes lorsqu'ils sont au pâturage. Tous les propriétaires de bétail prient tous les jours de revoir leur troupeau de retour du pâturage. Comme pour dire que la population est condamnée à vivre dans la famine, la misère matérielle. Tous les ingrédients sont réunis pour obliger les populations à partir de leur terroir pour laisser la place à qui ?

Rappelons que Tonga, une commune du cercle de Goundam, est un grand carrefour des affaires dans la région de Tombouctou. La bourgade est installée entre les lacs Télé et Horo. La population composée essentiellement de Songhoï, Bozo, Peulh, Bella et de Touarègues pratiquent l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat et le négoce.

Selon notre interlocuteur, les assaillants viseraient à sécher les ruisseaux qui alimentent la foire de Tonga. Dans quel but, difficile de répondre à cette question ? Mais, tout porte à croire qu'on est en face d'une guerre d'usure, dont la finalité est d'obliger les populations noires à abandonner les zones du nord pour qu'au bout d'un certain temps, l'on se retrouve avec une population en majorité blanche dans les cinq régions du nord. Ce jour, le projet de partition devient effectif. L'heure est donc à la vigilance. Le tort des compatriotes est de croire aux cloisons que les néo-colonialistes français tentent d'établir entre le MNLA et le groupe d'Iya Ag Ghalay. Lesquels sont venus dans le même sac en 2012. N'est-ce pas que cette stratégie de famine organisée en douce est une forme de génocide, dont l'ONU se rend coupable à nouveau comme ce fut le cas au Rwanda ?

M. A. Diakité
Source : Tjikan

L'intelligence artificielle au Mali : Rattraper le train de la modernité

L'hôtel Radisson blu a servi de cadre pour le lancement du colloque sur l'intelligence artificielle. La cérémonie d'ouverture du colloque aux objectifs pertinents et utiles a été présidée, le lundi 30 août 2021, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique Pr Amadou Keita. Ce colloque est intitulé « Rattraper le train de la modernité par l'intelligence artificielle ».

L'intelligence artificielle qui comprend à la fois la logique mathématique, l'informatique et les réseaux neuronaux est un ensemble de théories et de techniques mises en œuvre pour réaliser des machines capables de simuler l'intelligence. Les études montrent que dans les 30 prochaines années une intelligence générale artificielle sera comparable à la moyenne humaine. Si cela était avéré, les impacts sociétaux et économiques sur le monde et en ce qui nous concerne sur l'Afrique et le Mali seront immenses.

Selon le ministre de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita, l'intelligence artificielle est une révolution qui ouvre un champ d'opportunités pour notre développement économique et social tant en termes d'efficacité, que de rapidité et de fiabilité. Evidemment, c'est une opportunité à saisir tout en veillant évidemment aux conséquences éthiques, économiques voire sociales qu'elle entraînerait aussi inévitablement. « **Sur notre continent déjà, des institutions se créent pour étudier et**

capitaliser cet énorme potentiel. Je ne doute pas que les structures de l'enseignement supérieur contribueront qualitativement au débat et qu'elles capitaliseront les recommandations issues de ce colloque pour ouvrir davantage de perspectives aux milliers d'étudiants qui rentrent chaque année dans le cycle supérieur », a-t-il surligné.

Et d'ajouter : la politique du département prend résolument en compte ces nouvelles dynamiques et opportunités qui se créent tous les jours pour que l'avenir soit de plus en plus radieux pour notre jeunesse et que notre pays, si éprouvé, s'inscrive durablement dans le champ de la modernité utile et en phase avec nos valeurs. « **Le progrès, partout dans le monde, y compris donc chez nous, se construit toujours avec les échanges et les débats et l'école est le lieu par excellence du savoir mais aussi du débat d'idées. Nous avons donc d'une certaine manière la même vocation, irradier notre jeunesse et plus généralement nos ci-**

toyens de la lumière du savoir et de la curiosité », a-t-il renchéri.

Pour rassurer ses interlocuteurs, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le Pr Amadou Keita dira que son département s'engage à prendre en compte les résolutions pertinentes qui seront issues de ce colloque et invite le centre d'études et de réflexion du Mali (CERM) à poursuivre la réflexion et le travail pour renforcer les synergies nécessaires à une exploitation judicieuse des discussions issues de ces débats.

Cette activité a enregistré la présence du président de l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications, du Secrétaire Général du Centre d'Etudes et de Réflexion au Mali, du ministre Hamadoun Touré et de plusieurs scientifiques acquis à la cause. Les débats sont très fructueux et novateurs. Des recommandations pertinentes ont été dégagées afin que le Mali soit présent au concert des nations.

■ Ibrahim Sanogo



Décentralisation et genre : Pour l'accès des femmes aux ressources et aux moyens de production

Dans le cadre de la mobilisation politique pour l'accès des femmes de la commune rurale de Madiama aux ressources et moyens de production, un atelier de formation a été organisé, le lundi 30 août 2021 par l'Association Malienne pour le Développement Durable au Sahel sur financement de l'Union Européenne et la République du Mali et mis en œuvre par HIBISCUS (Harmonisation et Innovation au Bénéfice des Initiatives de la Société Civile d'Utilité Sociale). Cet atelier visait à favoriser un changement de la situation socio-économique et professionnelle des femmes de la commune et impulser à la fois une mobilisation sociale et politique.

Faudrait-il le préciser, les bénéficiaires de ce projet sont les femmes de la commune de Madiama. Au cours de cet atelier les difficultés soulevées sont entre autres : le manque criard de matériels/équipements de production et de transformation notamment dans les périmètres maraîchers, l'insuffisance de formation, l'insuffisance des revenus et l'absence de politique communale de promotion féminine

En prenant la parole, le président de l'AMDDS Mamadou DIAO a indiqué que le choix de la commune n'est point un hasard. C'est une zone bien connue par l'Association Malienne pour le Développement Durable au Sahel (AMDDS). Les femmes de cette commune sont un exemple de courage, d'abnégation et de renforce-

ment du tissu social.

A en croire, le chef de projet Galiou MAÏGA, malgré les différents efforts fournis en matière de promotion des femmes, la problématique de leur participation au développement reste toujours d'actualité. La question de renforcement des capacités des femmes et leurs accès aux moyens de production (terre, capital et équipements) demeure dans la commune en dépit de timides dispositions (création de ministère spécifique avec démembrements, transfert de compétences aux Collectivités Territoriales) et le développement de stratégies qui n'ont pas permis de changer radicalement la situation de dépendance des femmes sur le plan de leur participation au développement à travers une bonne produc-

tion, source de richesses et d'épanouissement. Il a poursuivi en laissant entendre que les organisations féminines malgré leurs rôles fondamentaux dans la structuration de la vie socio-économique dans les collectivités territoriales connaissent une faible visibilité et sont peu valorisées dans le processus de formulation des politiques locales en tant qu'interfaces entre les femmes et les décideurs et qu'interlocuteurs privilégiés d'expression de la citoyenneté locale.

Pour le maire de la Commune rurale de Madiama, Mama Koumaré, son rôle est d'écouter la population de la commune, prendre en compte leurs préoccupations et apporter des solutions idoines. Il enfin promis aux femmes d'accéder à leur demande et de d'insérer leurs recommandations dans le PDESC et de trouver les moyens pour les satisfaire en dépit du contexte difficile marqué par la diminution des ressources propres et le recul des partenaires. La présidente du réseau des femmes de la commune de Madiama Mme Maïma Boité a remercié l'AMDDS et ses partenaires pour cette attention à l'égard des femmes. Tout en affirmant que c'est un cadre peu commun, elle a formulé des bénédictions afin que les autorités communales trouvent les moyens nécessaires pour accéder aux recommandations formulées.

Cet atelier a vu la participation des femmes des 10 villages de la commune, les élus communaux, les leaders favorables à la cause des femmes, les jeunes et autres légitimités traditionnelles de la commune de Madiama.

■ Ibrahim Sanogo





Réforme du Secteur de la Sécurité : Le nouveau Commissaire appelle à mettre le Mali au-dessus de tout

En vue d'atteindre des objectifs visés par la structure, le nouveau Commissaire chargé de la Réforme du Secteur de la Sécurité, le Général Abdoulaye Coulibaly, a pris contact avec son personnel en vue de fixer le cap à suivre. En effet, l'objectif de cette rencontre était non seulement de décliner sa vision et ses principes de travail, mais aussi de nouer contact avec le personnel afin d'aller vite pour relever les défis et surtout atteindre les objectifs assignés à la structure.

Le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), pour rappel, a été engagé à la suite de la crise de 2012 par les autorités maliennes résolument encouragées en ce sens par les partenaires internationaux. Par ailleurs, depuis la fin des années 1990, un nombre important d'initiatives émanant d'acteurs nationaux, aussi bien gouvernementaux que non-étatiques, ont été adoptées en vue d'améliorer le fonctionnement du système de sécurité malien, profondément marqué depuis la période coloniale par l'intrusion des militaires dans la sphère politique et la gestion de l'Etat.

Bien que les défis demeurent immenses, il convient de souligner un certain nombre d'avancées depuis 2017. Tout d'abord, la majeure partie de l'architecture institutionnelle directement dévolue à la gestion du processus RSS (Conseil national RSS/CNRSS, Commissariat à la RSS, Commission nationale DDR/CNDDR, Commission d'Intégration) a été mise en place.

Plus largement, en termes d'engagements pris, l'Etat malien a accompli une grande partie de ce qui était attendu de sa part, notamment en matière de nomination de ses représentants au sein de ces nouvelles instances, d'harmonisation et de modernisation des textes ou d'adoption de mesures législatives et réglementaires.

L'occasion était donc bonne pour le Général Abdoulaye Coulibaly de décliner les principaux axes autour desquels s'articulera son action à la tête du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité. Il s'agit entre autres de contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route de la transition ; favoriser l'appropriation

nationale du processus RSS de manière inclusive et durable ; s'atteler à l'exécution du plan de retour de l'administration et des services sociaux de base ; poursuivre l'installation et l'opérationnalisation des comités consultatifs de sécurité dans les régions non encore couvertes et progressivement dans les communes.

Le Général Coulibaly a en outre tenu à préciser que le Commissariat est une structure de réflexion stratégique qui doit pouvoir analyser tous les problèmes auxquels notre pays est confronté et faire des propositions aux autorités. Ainsi, le tout nouveau Commissaire à la RSS soutiendra : « Nous devons sortir des clivages pour nous inscrire dans l'exclusivité en gardant en tête que nous travaillons tous pour le Mali et que nous avons l'opportunité d'être le plus utile à notre pays en l'aidant à sortir de cette situation à travers nos propositions ».

Il a ensuite tenu à rassurer l'assistance de sa disponibilité à recevoir toutes les propositions et suggestions qui permettront de réussir ensemble la noble mission qui lui est confiée à la structure. En retour, le personnel du Commissariat a rassuré le nouveau Commissaire de son soutien indéfectible. Auparavant, le Général Abdoulaye Coulibaly avait salué le travail gigantesque et remarquable abattu par ses prédécesseurs dans la mise en œuvre de ce vaste chantier de la réforme du secteur de la sécurité voulu par nos plus hautes autorités du pays.

■ Yama DIALLO

Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga : « Il y a une amorce de retour de l'Etat, notamment à Kidal »

Dans cette interview, le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation revient sur sa récente visite à l'intérieur du pays. Il aborde également la question du retour de l'administration dans les localités d'où sont partis des représentants de l'État



L'Essor : Vous revenez d'un périple qui vous a conduit successivement dans les Régions de Tombouctou, Taoudenit, Gao et Ménaka ainsi que dans les Communes de Taoussa et Tessalit, à la tête d'une forte délégation composée de re-

présentants du Conseil national de Transition (CNT), des membres de votre cabinet et de représentants du Ministère de la Réconciliation Nationale. Quels étaient les objectifs de cette mission ?

Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga : Merci infiniment pour cet entretien. Il s'agit de soulager les souffrances de nos populations à travers le retour de l'administration et des services sociaux de base comme l'indique suffisamment la vision anthropocentrique de son Excellence le colonel Assimi Goïta, chef de l'Etat, président de la Transition. Une vision qui permet de mettre le bien-être du Malien au cœur de ses actions. Évidemment, cette vision est matérialisée par le chef du gouvernement, son Excellence Dr Choguel Kokalla Maïga. C'était notre principale mission, bien entendu. Quand vous regardez la composition de la mission, cela vous donne assez d'éléments et d'indication sur le but recherché.

Vous savez, le retour de l'administration et des services sociaux de base suppose d'abord et prioritairement la paix, la cohésion et l'entente. Ce qui justifie la présence du Ministère de la Réconciliation Nationale qui est chargé de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Un autre fait rare pour être souligné, c'est la présence du CNT qui était représenté par le président de la Commission Administration Territoriale, Décentralisation, Affaires Religieuses et Cultes, Dr Youssouf Z. Coulibaly. Cette composition était nécessaire dans la mesure où il faut une symbiose entre l'exécutif (le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et le Ministère de la Réconciliation) et bien entendu le CNT, qui est chargé d'adopter les lois qui seront exécutées par le gouvernement. Donc, c'est toujours important que l'exécutif et le législatif aient une perception commune par rapport à ces préoccupations.

L'Essor : Alors, qu'avez-vous constaté de visu ? Y a-t-il eu une amorce de retour de l'Etat et des services sociaux de base ?

Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga : Ce qu'on a constaté de visu, c'est d'abord la nécessité d'agir très rapidement. Mais, nous nous retrouvons au même moment au cœur d'actions antagoniques. Quand vous regardez l'objectif du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation à travers le retour de l'administration et des services sociaux de base.

Mais sur le terrain, nous nous rendons compte que ce retour n'est possible qu'à un certain nombre de conditions. La condition sine qua non, c'est l'amélioration de la situation sécuritaire. Fort heureusement, quand on regarde le Plan d'action gouvernemental (PAG), l'objectif consistant à obtenir le retour de l'Administration figure justement à son axe premier, c'est-à-dire le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national.

Les réalités ne sont pas les mêmes. Vous savez, quand on parle des régions du Nord, il y a une facilité à englober les réalités. Mais sur le terrain, nous nous rendons compte que souvent dans une même région, les réalités diffèrent selon les cercles, souvent selon les communes. Donc, il y a une double nécessité de considérer le PAG comme un ensemble. Quand bien même, notre priorité demeure le retour de l'administration et des services sociaux de base, mais nous ne pouvons le faire sans l'appui d'abord des autres ministères sous la supervision du chef du gouvernement. L'autre réalité, c'est d'aller vite. Il y a une amorce de retour de l'Etat, notamment à Kidal. Nous avons eu l'occasion de demander au gouverneur qui est seul avec son cabinet d'enclencher très rapidement dans un délai de 15 jours le retour du personnel d'appui en attendant d'engager des discussions très poussées avec les autres ministères pour le retour des services techniques et des autres services déconcentrés.

L'Essor : Certains représentants de l'Etat nommés dans ces régions refusent de regagner leurs postes et invoquent à tort ou raison la persistance de l'insécurité. Qu'en pensez-vous et quelles sont les actions fortes et concrètes que vous envisagez en faveur du retour des services techniques, du personnel et des infrastructures dans l'immédiat ?

Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga : Je voudrais saisir cette opportunité pour lancer un appel aux agents qui sont dans cette situation. La situation sécuritaire pour ce qu'elle est au Mali, nous sommes condamnés à être résilients. La nature ayant horreur du vide, cette situation forcément arrange les groupes terroristes et tous les groupes négatifs qui veulent nous faire du mal. Mais, à partir du

moment où les populations sont sur le terrain et où les chefs de l'exécutif également sont sur le terrain, rien ne justifie ce refus.

Donc, il est très important à un moment donné que les uns et les autres prennent toutes leurs responsabilités dans la mesure où l'Etat a fourni beaucoup d'efforts. Les personnels affectés dans ces régions bénéficient d'un certain nombre d'avantages notamment les primes de risque. On ne peut pas bénéficier des primes de risque et ensuite refuser de partir. Donc, je vais rendre compte aux plus hautes autorités très rapidement et faire des propositions très concrètes pour que ce retour des représentants de l'Etat soit effectif. Nous sommes au service des populations. À partir du moment où les populations sont sur le terrain et font face à ce risque, rien ne justifie cette attitude de certains fonctionnaires.

L'Essor : Votre délégation a rencontré les différentes communautés, les forces vives de la nation, les forces de défense et de sécurité de notre pays et leurs partenaires. Quels enseignements avez-vous tirés de ces rencontres ? En ce qui concerne les communautés, quelle est l'image qui a retenu le plus votre attention ?

Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga : Pour les communautés, il y a deux images très saisissantes, malheureusement, antagoniques qui sont restées gravées dans mon esprit. La première image, c'est le désir de paix. L'euphorie suscitée par notre présence et l'accueil chaleureux des populations prouvent à suffisance la fatigue des différentes communautés, surtout ce désir de paix qui est une opportunité. Une opportunité à saisir très rapidement en vue de sortir de la situation délétère dans laquelle ces populations se trouvent. L'autre image antagonique, vous savez, on était dans une localité que je ne mentionnerai pas, nous avons vu des enfants en train de jouer à 9 heures dehors.

En principe, c'est une heure où les enfants devaient se retrouver à l'école. En tant que parent, cela nous interpelle. Surtout, cela nous oblige, nous pousse à aller très rapidement d'autant plus que cela pose la question de l'avenir. Si nous n'arrivons pas à rendre effectif très rapidement ce retour de l'administration et des services sociaux de base, la question

qu'on se pose est : quel sera l'avenir de ces enfants dans 10, 15 ou 20 ans.

Je pense que la prévention des conflits nécessite également des actions structurelles. Parmi ces actions structurelles, bien entendu, il y a l'éducation. Il est très important d'occuper ces enfants, surtout de les occuper positivement. Je pense que l'école joue un très grand rôle dans la prévention structurelle des conflits. Concernant les autres forces vives de la nation, les autres acteurs comme nos Forces de défense et de sécurité, nous avons trouvé un personnel qui est très engagé malgré les difficultés, les pertes en vies humaines de part et d'autre que ce soit parmi les populations civiles ou au sein même des Forces de défense et de sécurité.

Nous avons trouvé des personnes très engagées à aller de l'avant et surtout à faire fi du passé et à regarder vers l'avenir. Je pense que c'est tout le sens justement de la mise en œuvre et l'intérêt lié à l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Nous devons inventer notre futur. On peut le faire, comme je l'ai dit, il y a ce désir de paix qui est une opportunité. Faisons les choses différemment, faisons-le pour nous-mêmes et bien entendu pour les générations futures. Même nos partenaires internationaux sont également très engagés à accompagner le Mali pour le retour de la paix et l'amélioration de la situation sécuritaire.

L'Essor : Quel est votre dernier mot ?

Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga : Je saisis l'opportunité, comme je l'ai fait dans toutes les localités, de rendre un vibrant hommage à toutes les victimes civiles et militaires de l'insécurité. Je pense qu'il est très important, comme je l'ai dit, pour notre avenir, pour l'avenir du Mali, d'aller très rapidement, d'aller de l'avant et de croire au gouvernement. En tout cas, c'est le message que j'ai tenu à faire passer. Le PAG est un document suffisamment complet qui est une profession de foi du gouvernement et sa volonté ferme de faire les choses différemment et de le faire parfaitement pour l'intérêt des populations.

Propos recueillis par Bembablin DOUMBIA
Source : L'ESSOR

Refondation de l'Etat : L'intelligence artificielle, un atout inépuisable

« Rattraper le train de la modernité par l'intelligence artificielle (IA) », tel est l'intitulé d'un colloque sur la capitalisation des réflexions sur la Transition et la refondation de l'État qui se tient depuis lundi à Bamako. L'ouverture des travaux a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keïta, en présence du président de l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications, Technologies de l'Information, de la Communication et des Postes (AMRTP), Cheick Sidi Mohamed Nimaga.

On notait également la présence de la Secrétaire générale du Centre d'Etude et de Réflexion au Mali (CERM), Assétou Founé Samaké, et de l'ancien ministre de la Communication et de l'Économie numérique, Dr Hamadou Touré.

Ce colloque de deux jours (30 au 31) est organisé par le CERM, en partenariat avec l'AMRTP. Objectif : inciter à la réalisation d'infrastructures nécessaires pour l'exploitation de l'Intelligence artificielle, ouvrir des pistes d'amélioration de nos services publics par l'intelligence artificielle pour plus d'efficacité, de précision, d'augmentation des ressources...

En effet, l'intelligence artificielle, qui comprend à la fois la logique mathématique, l'informatique et les réseaux neuronaux, est un ensemble de théories et de techniques mises en œuvre pour réaliser des machines capables

de simuler l'intelligence, a expliqué Pr Amadou Keïta. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, les études montrent que dans les 30 prochaines années, une intelligence générale artificielle sera comparable à la moyenne humaine. Si cela était avéré, a-t-il dit, les impacts sociaux et économiques sur notamment l'Afrique et le Mali seront immenses.

« Cette révolution, car c'est de cela qu'il s'agit, ouvre un champ d'opportunités pour notre développement économique et social tant en termes d'efficacité, que de rapidité et de fiabilité. C'est une opportunité à saisir tout en veillant évidemment aux conséquences éthiques, économiques, voire sociales qu'elle entraînerait inévitablement.

Sur notre continent déjà, des institutions se créent pour étudier et capitaliser cet énorme potentiel », a analysé Pr Keïta. Il a engagé son département à prendre en compte les résolutions pertinentes qui seront issues de ce colloque, qui réunit les participants qui travaillent dans le secteur.

Ceux-ci feront le tour de la question en vue de dresser un panorama complet du sujet, a indiqué la secrétaire générale du CERM. « Ces réflexions feront l'objet d'une diffusion afin que décideurs, politiques et société civile puissent en tirer le meilleur profit pour un véritable réaménagement de la politique du savoir, de l'inclusivité dans l'éducation et de la formation continue », a déclaré Assétou Founé Samaké.

En la matière, l'intelligence artificielle est un domaine complexe qu'il faut se l'approprier parce que c'est l'avenir qui est en train de se jouer à travers elle, a insisté le président de l'AMRTP.

Son objet est, selon Cheick Sidi Mohamed Nimaga, la mécanisation des fonctions cognitives et sensori-motrices, telles que la perception, le raisonnement, l'action, l'interaction et l'apprentissage.

Pour ce faire, l'IA utilise des approches à base de connaissances et de modèles, exprimés par exemple en logique ou par des réseaux relations entre concepts (graphes conceptuels, taxonomies, ontologies), avec des algorithmes qui mécanisent efficacement différentes formes de raisonnement (déduction, abduction, induction, analogie), a décortiqué le spécialiste.

Un atout inépuisable qui pourrait servir notre pays dans tous les domaines de son développement. « Pays essentiellement agropastoral, le Mali pourra utiliser l'intelligence artificielle en recourant, entre autres, à des drones dans les domaines de l'agriculture (pulvérisation des champs, irrigation, commercialisation, etc.), de la surveillance du territoire et de la livraison des produits essentiels comme les poches de sang et les médicaments », a illustré l'expert.

Il a assuré que l'AMRTP travaille à ce que les conditions soient réunies pour l'émergence de l'IA dans notre pays. Cela en mettant en place des infrastructures capables de supporter toutes les applications de l'IA à travers notamment la préparation de l'avènement de la 5G au Mali.

Technologie de dernière génération dont l'application n'aura d'utilité que si elle progresse en collaboration avec l'intelligence artificielle, le renforcement de la qualité des échanges tout en ayant un œil bienveillant sur l'utilisation des données personnelles, a alerté Cheick Sidi Mohamed Nimaga.

Tout cela devrait, selon lui, se faire en étroite collaboration avec l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel (APDP) et en appuyant les innovateurs dans le domaine du numérique, notamment les incubateurs et les Start-up.

Makan SISSOKO
Source : L'ESSOR



ART : Le marionnettiste Yaya Coulibaly reçoit le trophée de la résistance

On savait le célèbre marionnettiste, Yaya Coulibaly, talentueux, travailleur et compétitif à l'échelle africaine, voire planétaire. Sa consécration par Creative Africa, un réseau d'artistes qui travaille sur la coopération culturelle et la production de projets artistiques variés, internationaux et transdisciplinaires lors d'un festival, organisé à Abidjan du 10 au 17 août dernier, atteste tout le bien qu'on pense de cet artiste. Il a présenté, vendredi dernier, «Le trophée de la Résistance» qu'il a reçu lors de ce rendez-vous culturel au ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo.



CULTURE : LE MARIONNETTISTE YAYA COULIBALY REÇU PAR LE MINISTRE DE LA CULTURE

Le ministre en charge de l'Artisanat s'est dit particulièrement fier de notre compatriote qui, selon lui, «rend un immense service à la culture et au Mali en général». Pour lui, Yaya Coulibaly magnifie la culture malienne à travers le monde. Il s'agit aussi d'un instant important d'évolution de la culture malienne quand un réseau africain comme Creative Africa décerne ce genre de trophée à un compatriote.

Andogoly Guindo a encouragé l'artiste à préparer la relève, notamment l'initiation et la formation d'autres. Ceux-ci prendront le relais de ce travail de valorisation de la culture malienne.

Après la plus haute marche du podium occupée par le marionnettiste, les deuxième et troisième prix sont respectivement revenus à la Camerounaise Werewere Liking, initiatrice du Villa Kiyi d'Abidjan et au Rwandais, Natty Dread, batteur de Bob Marley. Ces trois grands artistes ont été sacrés par une cinquantaine

d'artistes et d'experts de la culture.

A l'unanimité, le jury a reconnu le travail d'appropriation et de valorisation de la culture africaine effectué depuis plus de 20 ans par ces références. Il fallait donc leur attribuer un trophée pour récompenser leur travail au plan africain et international dans leurs domaines respectifs. Ces artistes portent le combat de la promotion de l'art et de la culture africaine depuis des lustres. Les principaux objectifs de Creative Africa sont : la création d'une vaste chaîne liant tous les acteurs du monde artistique et culturel. L'émancipation des frontières géographiques entre les partenaires du réseau et la formation d'une base de données de documentation descriptive et critique des différents champs artistiques africains.

Yaya Coulibaly est à la fois marionnettiste, auteur, metteur en scène, conteur, danseur, chanteur et sculpteur. Avec sa troupe «Sogolon», il a fait le tour du monde plusieurs fois pour des expositions et des représentations

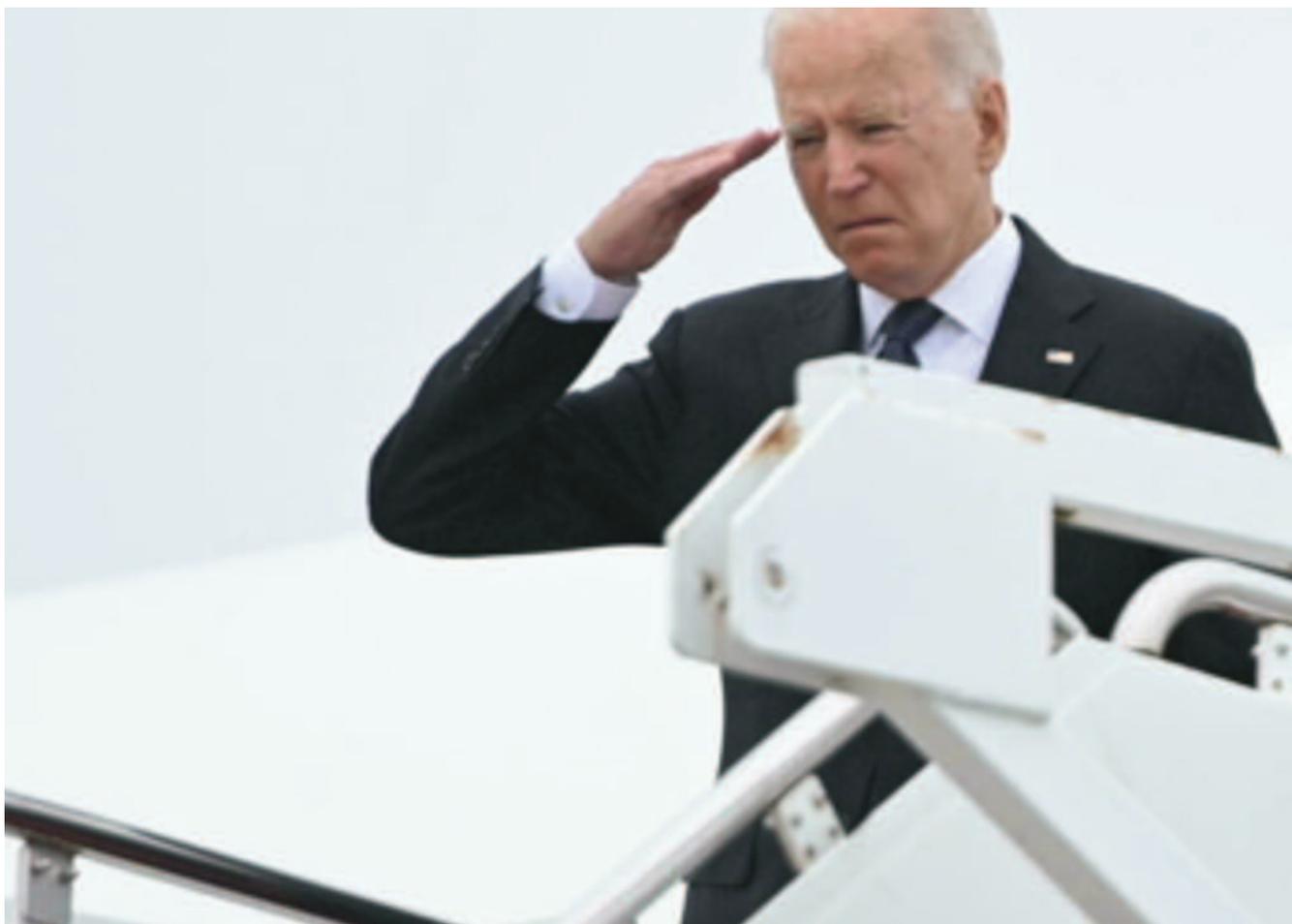
sur scène. Il s'est notamment produit dans le réseau des centres culturels français dans le continent africain. Ces interminables périple à travers le monde commencèrent en réalité en Inde en 1990. L'artiste bourlinguera ensuite un peu partout en Afrique, en Amérique et en Europe.

Les répétitions de Yaya Coulibaly et de sa troupe à Magnambougou représentent de véritables spectacles gratuits parce que très souvent femmes, enfants et adultes prennent d'assaut les lieux pour écouter les chants, les contes, la musique et regarder aussi les danses des masques et marionnettes. Ses spectacles puisent leurs matières dans les salles d'exposition et magasins de Yaya Coulibaly. Il a créé cette troupe en 1980, en hommage à la femme buffle, la mère de l'empereur Soundjata Keita dans l'épopée mandingue.

Youssef DOUMBIA
Source : L'ESSOR

États-Unis : Joe Biden face à l'échec afghan

Les derniers soldats américains ont quitté l'Afghanistan lundi soir avec 24 heures d'avance, mettant fin à leur plus longue guerre et près de 20 années de présence américaine dans le pays. En partant, les troupes américaines ont détruit avions, véhicules et défenses aériennes. Un départ qualifié de désastre par une grande partie de la presse américaine, à quelques heures du discours très attendu du président américain, en difficulté face à son opinion publique.



La Maison-Blanche, écrit notre correspondant à Washington, Guillaume Naudin, a laissé au Pentagone le soin d'annoncer la fin de la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis. Et depuis l'entrée des talibans à Kaboul à la mi-août, le président américain est sous pression.

Les critiques émanent évidemment du camp républicain, dans lequel de nombreux élus réclament la démission du chef de l'État ou sa destitution. Mais les remarques sur le manque de préparation viennent aussi de son propre camp. De la chute de la capitale afghane, jusqu'à ce départ nocturne sous la pression talibane en passant par des évacuations chaotiques et incomplètes, rien ne s'est passé

comme prévu. C'est jusqu'ici le moment le plus difficile de sa présidence et les conséquences politiques de ce qui aura du mal à apparaître comme un succès sont encore difficiles à évaluer.

« Un désastre moral », titre même le Washington Post qui revient dans son éditorial du jour sur les milliers de personnes abandonnées par les États-Unis avec ce départ précipité. Certes, 122 000 personnes ont été évacuées depuis la fin du mois de juillet, mais des milliers de personnes que le président Joe Biden jugeait « vulnérables » n'ont pu être évacuées à temps.

Un constat également partagé par le New York Times qui compare le départ des Soviétiques

qui n'avaient laissé que des carcasses derrière eux à celui des Américains qui ont laissé des armes, des véhicules et tout un tas d'équipements qui serviront aux talibans durant les prochaines années.

Le quotidien USA Today s'inquiète pour les ressortissants américains encore présents sur le sol afghan et les afghans qui ont aidé les Américains et qui n'ont pu quitter le pays. Désormais, seule la diplomatie pourra les sauver, maintenant que la puissance militaire américaine est partie. Un « désastre » qui restera encré dans les mémoires pendant des années, estime le Washington Post.

Source : RFI

Sénégal : Le coût des produits de première nécessité au centre des discussions

Au Sénégal, un Conseil national de la consommation est convoqué ce mardi 31 août autour de la ministre du Commerce. À l'ordre du jour : la situation des prix des produits de base, riz, huile, sucre... Selon l'Agence nationale de la statistique, les prix à la consommation au mois de juillet ont augmenté de 1,9% par rapport au mois de juin.

Le traditionnel thé à la sénégalaise se boit forcément très sucré. Mais en ce moment, difficile de trouver du sucre sur ce marché du quartier de Ouakam. « Je vendais du thé. On a augmenté le sucre. C'était difficile pour moi parce que je ne pou-

vais augmenter le prix de la tasse de thé. Tout augmente. Ça n'arrange personne... » Dans sa boutique, ce commerçant n'a pas d'explications. Lui-même achète ses produits en gros plus cher. « Le sac de riz parfumé, je le vends jusqu'à 20 000 FCFA au lieu de 17 500.

Le riz local, c'est passé de 13 à 14 000 et le bidon d'huile de 20 litres, de 14 500 jusqu'à 24 000 ! Je ne sais pas quel est le problème et les clients se plaignent... »

Source : RFI



Compétitions africaines des clubs : Le Stade Modibo Keïta opérationnel

Après les travaux de rénovation, la CAF a donné son feu vert pour l'organisation des matches dans l'arène de Médina-coura

C'est une bonne nouvelle pour le Stade Malien et Binga, les deux représentants de notre pays dans les compétitions africaines des clubs, saison 2021-2022. Deux ans après sa non-homologation par la Confédération Africaine de Football (CAF), le Stade Modibo Keïta peut à nouveau abriter les coupes continentales des clubs.

L'annonce a été faite la semaine dernière par la Fédération Malienne de Football (FEMA-FOOT) qui a reçu le feu vert de la CAF pour organiser les matches du Stade Malien (Ligue des champions d'Afrique) et de Binga FC (Coupe de la Confédération) dans l'arène de Médina-Coura.

La nouvelle a été accueillie avec un grand sou-

lagement par les deux clubs qui, contrairement aux Aigles contraints de s'exiler au Maroc pour leur premier match de Coupe du monde contre le Rwanda, évolueront devant leur public au compte du tour préliminaire de la Champion's League et de la C2.

Le Stade Modibo Keïta a été homologué par la CAF, après les travaux de rénovation effectués sur le site par le ministère en charge des Sports dans la perspective des compétitions internationales. Pour la première campagne africaine, le FC Binga va donc accueillir le MC Breweries du Liberia, le samedi 11 septembre dans l'arène qui porte le nom du premier président du Mali, Modibo Keïta avant d'aller disputer le match retour, le 19 septembre, au

stade Samuel Kanyon Doe Sports, à Monrovia. Après Binga FC, ce sera au tour du Stade Malien de recevoir les Burkinabé de Sonabel, le vendredi 17 septembre au stade Modibo Keïta au compte de la manche retour de la Ligue des champions d'Afrique. Le Burkina Faso n'ayant pas de stade homologué par la CAF, le match aller est prévu le samedi 11 août au stade Ahmadou Ahidjo au Cameroun.

«Nous sommes très heureux de cette bonne nouvelle, c'est une bonne chose pour nous et aussi pour Binga FC. On devait jouer notre match retour à Abidjan, mais avec cette décision de la CAF, c'est-à-dire l'homologation du stade Modibo Keïta, on évoluera à domicile, contrairement à notre adversaire qui devra faire son match loin de ses bases», a salué le capitaine du Stade Malien, Mamadou Doumbia.

«Nous disons merci au ministre en charge de la Jeunesse et des Sports et à la Fédération Malienne de Football qui ont tout fait pour rénover le stade avant le début de la campagne africaine», a ajouté le joueur.

Djènèba BAGAYOKO
Source : L'ESSOR





Bélier (21 mars - 19 avril)

La fin de semaine marque un bilan mitigé de votre évolution. Les tensions ne sont pas révélées, elles couvent et vous décelez que des collègues ne sont pas honnêtes. Restez discret sur votre ambition, pour avoir la paix, la discrétion est recommandée.

Vous craignez de manquer d'argent, mais en réalité vous tirez votre épingle du jeu et trouvez des moyens pour honorer vos règlements. Saturne en Capricorne vous donne de la discipline pour résister à toutes les tentations en attendant de meilleurs jours.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous mesurez tous les enjeux du jour, ce n'est pas le moment de flancher. On vous donne des responsabilités supplémentaires, votre marge de manoeuvre est restreinte. Vous puisez dans vos ressources l'énergie nécessaire pour mener à bien ce projet.

Si vous attendez de l'argent qu'une personne vous doit, manifestez-vous avant de perdre votre patience. Vos revenus sont conséquents, ce qui vous permet de faire des projets de grande envergure. Vous visez toujours plus haut, vous êtes ambitieux.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le temps est votre allié. C'est avec des étapes que vous évoluez dans un poste qui pour le moment, ne vous convient pas complètement. Des changements sont à venir et il règne un possible désordre dans votre service, ce qui vous rend légèrement irrité.

La prudence est de mise et pourtant, il est difficile de résister aux dépenses causées par les invitations ou la famille. Revoyez vos priorités pour garder une trésorerie correcte jusqu'à la fin du mois. Du bon sens est utile pour stabiliser le budget.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

En cette fin de semaine, vous vous montrerez très actif afin de tout régler avant votre départ en week-end ou en vacances pour certains d'entre vous. Vous serez d'une grande efficacité et n'aurez pas peur de bousculer vos habitudes de travail pour doubler votre capacité d'action.

Vos finances seront au coeur de vos préoccupations. Elles se portent bien. Vous en profiterez pour revoir votre budget, prendre quelques libertés afin de vous offrir des plaisirs auxquels vous renoncez d'habitude. Votre comptabilité sera nickel !



Lion (22 juillet - 23 août)

L'ambition fait son retour et vous aimeriez être au-devant de la scène. Vous voici à la recherche d'un poste donnant des responsabilités. L'un de vos collègues peut vous communiquer de bonnes adresses pour réussir dans une nouvelle voie professionnelle.

Uranus en Taureau vous expose à des frais imprévisibles. Vous réfléchissez au renouvellement de votre véhicule. Seulement vous aimez le luxe et avez des rêves de grandeur dans vos acquisitions. Il est conseillé de laisser passer quelques jours et réfléchir.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Un de vos proches collaborateurs vous met des bâtons dans les roues. Vous subissez une mauvaise influence, on vous jalouse. Vénus vous conseille de vous méfier des apparences sans pour autant devenir parano. Aujourd'hui, surveillez vos arrières.

Votre situation financière n'est pas négative du tout, cependant n'oubliez pas de faire des petites vérifications de temps à autre dans la journée, une dépense oubliée pourrait mettre un petit bazar dans vos comptes. À part cela, tout se passe bien.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous travaillez bien tout en étant intransigeant. Vous attendez des performances de la part des collaborateurs. Pourtant ils ne travaillent pas au même rythme que vous. De l'irritabilité peut se faire sentir et relancer une relation tendue avec un collègue.

Pensez à faire passer les factures avant les loisirs. Vous êtes irrité par ces sacrifices, mais des concessions sont encore nécessaires. Votre revenu vous paraît insuffisant. Votre volonté pourrait fléchir lors d'un shopping et face à des articles de mode.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous bénéficiez d'une forte créativité ainsi que d'une très forte intuition. Ces deux atouts vous permettent de créer, d'innover, de proposer du jamais vu. Vous marquez des points, même si le résultat ne se fera pas sentir tout de suite. Ayez confiance !

Votre travail est sans nul doute votre meilleure source de revenus. Vous pourriez avoir l'agréable surprise de recevoir une prime ou de voir votre carrière progresser. Toutefois, ne vous emballez pas et ne dépensez rien avant d'avoir constaté que les sommes promises sont bien arrivées sur votre compte !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les conditions de travail sont désorganisées et la communication fait défaut. La Lune et Neptune en Poissons ne vous donnent pas satisfaction et vous font espérer un avenir professionnel meilleur. Un déséquilibre se fait sentir dans la répartition des tâches.

La gestion des finances est sujette à des dépenses guidées par des pulsions et les émotions. Les achats peuvent être dédiés à des produits liés à la décoration ou aux loisirs. Peu d'économies restent possibles, heureusement, la stabilité se maintient.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Dans votre profession, il est l'heure de vous affirmer beaucoup plus. Les nombreux encouragements de vos supérieurs hiérarchiques vous permettent de prendre de l'assurance. On vous confie des tâches à responsabilités, vous êtes convaincant.

Vous trouvez que le fait de mettre un petit pécule de côté pour les périodes un peu compliquées c'est une bonne idée. Secrètement vous constituez votre tirelire, lorsqu'elle aura suffisamment grossi, vous révélez cette belle surprise à votre famille.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous devez trouver des réponses à des situations. Votre poste professionnel est mené avec une bonne gestion et vos collègues vous sollicitent pour régler d'autres problématiques. Il faut fixer des limites, car l'un de vos collègues peut vous envahir.

Pour faire plaisir à vos proches ou à votre conjoint, vous pourriez craquer sur des articles qui ne sont pas prévus sur le budget. Votre générosité est l'une des causes qui entraînent les frais superflus et peu d'économies sont possibles pour le moment.



Poisson (19 février - 21 mars)

Décidément, il y a un contentieux qui dure entre vous et un supérieur... Cela nuit au climat et votre concentration s'en trouve affaiblie. Cependant, Saturne vient à votre secours et vous aide à mieux vous recentrer dans les moments les plus délicats.

Une bonne nouvelle pourrait vous parvenir concernant un reliquat de salaire ou de prime que vous n'espérez plus. Cette somme vous aidera à faire face à une dépense imprévue, mais inévitable. Épargnez-la pour les moments difficiles.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

853 Malikilé
Pourquoi le vaccin AstraZeneca indexe : La reprise de son professeur allemand
Transition malienne
Le M5-RFP refusera-t-il la compromission ?

854 Malikilé
Démographie, sécurité et paix : Vers une mutualisation des efforts des acteurs ?
Sommet sur le financement des économies africaines
Un air de déjà-vu

855 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAMAKO
"Développement durable et capital humain : Bases et pratiques opérationnelles pour la transition au Mali"
Points de presse du M5-RFP
Grand Rassemblement le 4 juin en lieu et place de l'indépendance

856 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAMAKO
21^{ème} édition du Forum de Bamako : Plus d'actions pour le président Aboubakar Coulibaly
EDITION SPECIALE
Mali
Vandalisme, cambriolages, trahisons et corruption au sommet de l'État

857 Malikilé
Mali : L'opposition appelle à une manifestation de soutien à la transition
Crise au Mali
Antipode d'un gouvernement sur-tout-voilé en raison d'une crise

858 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAMAKO
La création d'un Centre de Façon de Renseignements au moment des débats
Mali
Difficultés négociationnelles après la C-385/20 et création de deux manifestations au M5-RFP

859 Malikilé
Bah N'DAW aujourd'hui comme IBK hier : Mais, qui dirige la Transition du Mali ?
Mali
L'ONU condamne, mais ne sanctionne pas encore

860 Malikilé
Rectification de la transition : La primature au M5-RFP
Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali
Des zones d'ombre et des confusions

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23